L’action héroïque d’Oxfam America (1re partie)

Partage international nº 455 – Juillet 2026

par McNair Ezzard

Entretien avec Abby Maxman

Abby Maxman est présidente-directrice générale d’Oxfam America. Son travail l’a conduite dans plus de 70 pays et l’a amenée à s’attaquer à des défis majeurs, allant de l’époque de l’apartheid en Afrique du Sud aux épidémies de VIH/sida et d’Ebola en Afrique subsaharienne, en passant par l’insécurité alimentaire chronique en Éthiopie. Elle a participé aux efforts de secours et de reconstruction après le génocide au Rwanda, et a dirigé des interventions humanitaires de grande envergure en Haïti et en Éthiopie. Elle a joué un rôle déterminant dans la promotion de l’égalité des sexes et de la justice climatique, la lutte contre les inégalités et la mise en œuvre de l’ambitieuse stratégie 2030 d’Oxfam America. Elle a été interviewée pour la revue *Partage international* par Mc Nair Ezzard..

***Partage international :* Pouvez-vous nous parler un peu de l’histoire d’Oxfam ?**

Abby Maxman : Notre organisation a été fondée en 1942 par un groupe de quakers, de militants sociaux et d’universitaires à Oxford, en Angleterre, sous le nom de *« Oxford Committee for Famine Relief »*, (Comité d’Oxford pour la lutte contre la famine). Cette initiative a été lancée en réponse au sort des réfugiés en Grèce. Puis, quelques décennies plus tard, ici aux États-Unis, un groupe similaire composé de militants, d’intellectuels, d’universitaires, de quakers et d’unitariens a fondé *« Oxfam America »* dans le contexte de la guerre au Bangladesh. Ces deux organisations ont été créées pour répondre à une crise humanitaire liée à la guerre, mais aussi pour examiner le rôle joué par les gouvernements respectifs dans ces situations.



Abby Maxman
(photo : Oxfam America)

Aux États-Unis, certaines décisions clés prises lors de notre création ont profondément façonné notre identité et notre évolution. Nos fondateurs ont décidé de ne pas accepter de financement du gouvernement américain.

Au contraire, l’accent a été mis sur la constitution d’une large base de soutien populaire afin de rester à la fois indépendant de l’influence du gouvernement et de faire entendre une voix autonome capable d’influer sur les politiques et les actions publiques. D’autres principes fondamentaux ont également guidé notre création : privilégier les interventions à petite échelle, véhiculer une image respectueuse de la dignité des personnes et veiller à sensibiliser le public américain en s’appuyant sur des faits et des données probantes. Bon nombre de ces principes restent d’actualité.

***PI*. Je pense que la décision initiale de ne pas accepter de financements gouvernementaux s’est avérée judicieuse, compte tenu de la situation actuelle au sein du gouvernement.**

AM. Tout à fait. C’est une ligne de conduite à laquelle nous sommes restés fidèles. Nous croyons en l’aide au développement. Nous sommes de fervents défenseurs d’une aide internationale responsable. En tant qu’organisation n’acceptant pas de financement du gouvernement américain, nous avons toujours cherché à faire entendre notre voix pour être un partenaire constructif de ce gouvernement, tout en

encourageant les bonnes pratiques et des réformes positives du fonctionnement de l'aide internationale.

Ainsi la situation actuelle nous permet d'utiliser notre voix et notre expérience différemment de certains de nos formidables partenaires internationaux et nationaux qui ont été les plus durement et les plus immédiatement touchés par les coupes budgétaires.

***PI*. Quel a été l'impact des réductions de l'aide américaine sur le rôle des autres gouvernements en matière de financement ?**

AM. Les décisions du gouvernement américain ont influencé la manière dont les autres gouvernements se positionnent. Nous avons constaté un effet domino résultant des actions de l'administration américaine. Cela a entraîné des retraits, voire des réorientations de fonds, le gouvernement américain ne jouant plus le rôle d'un acteur fiable dans les domaines du développement mondial, de la diplomatie ainsi que de l'action humanitaire et du développement.

***PI*. On aurait pu penser que d'autres pays voudraient prendre le relais. Mais vous dites que ce n'est pas ce qui s'est passé.**

AM. Je pense que d'autres pays l'auraient voulu, mais plusieurs facteurs se sont conjugués. D'une part, les investissements des États-Unis, en tant que pays le plus riche du monde, étaient considérables. Le gouvernement américain soutenait 42 % de l'ensemble du système international et multilatéral d'aide au développement, et jusqu'à 50 % du financement humanitaire dans de nombreux pays.

Ainsi, dans un monde déjà aux prises avec des conflits, le changement climatique, les conséquences de la Covid et les problèmes de santé publique, un monde où l'on observait un recul par rapport à certains objectifs de développement durable pour lesquels des progrès avaient pourtant été réalisés auparavant, le système était déjà mis à rude épreuve.

Le retrait si brusque du gouvernement américain a laissé un vide immense qu'aucun autre gouvernement ne pouvait combler. Pour ceux qui s'efforçaient de préserver l'aide internationale, il a été difficile de trouver les ressources suffisantes pour combler le vide engendré par le gouvernement américain.

En cette période d'insécurité mondiale, marquée par le bouleversement des normes qui ont sous-tendu l'architecture de l'ordre international depuis la Seconde Guerre mondiale, on assiste à une phase de réflexion et de réévaluation en cours. Même les gouvernements qui s'efforcent de maintenir leur aide envisagent de réorienter vers d'autres destinations les fonds qu'ils y consacraient jusqu'alors.

L'aide humanitaire a toujours représenté un pourcentage infime de l'aide étrangère. Dans le cas des États-Unis, elle représentait moins de 1 % du budget américain. Réduire l'aide destinée aux populations du monde entier pour essentiellement accorder des allègements fiscaux aux plus riches, il s'agit là d'un cruel renversement de l'idéal de Robin des Bois.



Point d'eau pour le lavage des mains, à Al Mawasi, dans la ville de Khan Younis, mis en place par Oxfam et son partenaire local Palestinian Environmental Friends (Les amis palestiniens de l'environnement).
(photo : Alef Multimedia/Oxfam)

***PI*. Pensez-vous que la faim et la pauvreté vont s'aggraver en raison de la réduction drastique de l'aide américaine**?

AM. Ce risque est bien réel. Avant l'arrivée au pouvoir de cette administration, le dernier rapport sur la faim dans le monde, qui portait sur l'année précédente, avait été publié. Il faisait état de légers progrès dans la lutte contre la faim, mais avertissait également que plus d'un demi-milliard de personnes pourraient souffrir de faim chronique d'ici 2030, dont près de 60 % en Afrique.

Je me suis rendue en République démocratique du Congo il y a un an et j'ai pu constater les conséquences néfastes du retrait du gouvernement américain sur la faim, la sécurité alimentaire et l'accès à tout ce qui permet aux populations de vivre dans la dignité et la sécurité. En matière d'aide humanitaire, de soutien à la paix, mais aussi de développement, nous redoutons un recul considérable.

***PI*. Une statistique publiée sur le site web de l'Association des médecins soudano-américains indiquait que neuf millions de personnes dans le monde meurent chaque année de faim ou de maladies liées à la faim, ce qui équivaut à près de 25 000 décès par jour dus à la faim. Au cours de la dernière décennie environ, ce chiffre semble être resté relativement stable.**

AM. C'est un problème épineux de notre époque. Ceux d'entre nous qui, au sein du secteur humanitaire et du développement, œuvrons pour sauver des vies, avons été témoins de cette convergence de crises liées au climat. La fréquence et la violence des catastrophes climatiques ont poussé au bord du gouffre des populations déjà en situation d'insécurité alimentaire chronique. Et ce, à un moment où, par exemple, en Afrique subsaharienne, les investissements destinés à aider les agriculteurs locaux à cultiver leurs terres et à résister à certains de ces chocs sont en train d'être réduits.

Parmi les principaux facteurs qui plongent les populations dans la faim, voire la famine, figurent le manque de soutien aux petits agriculteurs, les crises climatiques et les conflits. Les guerres affectent la sécurité alimentaire. À cela s'ajoute le système alimentaire mondial. Le pouvoir et l'influence des grandes entreprises agroalimentaires et du commerce mondial favorisent une approche de l'agriculture axée sur l'exportation, ce qui nuit aux pays pauvres. Ces derniers sont alors contraints d'importer des denrées alimentaires. On assiste donc également à un bouleversement du système alimentaire mondial, qui a davantage encore plongé les communautés dans la pauvreté.

***PI*. Un rapport de la Banque mondiale indique que près de 700 millions de personnes dans le monde vivent dans la pauvreté. Cela signifie qu'elles survivent avec moins de 2,25 dollars par jour. Il semble que nous soyons loin d'atteindre l'objectif de développement des Nations Unies visant à éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030.**

AM. C'est vrai. En même temps, si l'on jette un regard rétrospectif sur ces cinq dernières années environ, de nombreux indicateurs montraient de réels progrès concernant bon nombre des objectifs de développement durable : pauvreté, faim, inégalités, injustices de genre, climat, eau. Mais la pandémie de Covid a marqué un coup d'arrêt. Aujourd'hui, nous assistons à ce recul, qui a été particulièrement amplifié par cette administration.

Des collègues du monde entier me rapportent la fermeture d'établissements de santé. Pire encore, selon certains rapports, non seulement l'aide déjà approuvée a été interrompue, mais une partie de celle-ci a été bloquée si longtemps dans des lieux de transit qu'elle a dépassé sa date de péremption. De l'aide a été incinérée, de la nourriture qui aurait pu fournir des repas, des biscuits hautement énergétiques et un soutien médical aux personnes qui en avaient besoin.

Certains jours, les mots me manquent pour décrire ce qui s'est passé. Si vous avez vécu la terrible expérience d'être aux côtés d'un enfant qui meurt de faim, en sachant que ces pâtes d'arachide riches en protéines — peu coûteuses et abordables — peuvent sauver des vies et transformer un enfant au bord de la famine en un enfant sain et plein de vie, alors savoir que ce type d'aide est refusé aux mères et aux enfants est tout simplement insupportable pour la conscience.



Oxfam collabore avec le Service des eaux des municipalités côtières et l'Association palestinienne des amis de l'environnement pour installer des unités de dessalement d'eau destinées à venir en aide aux personnes déplacées par le conflit à Gaza.
(photo : Alef Multimedia Company/Oxfam)

***PI*. L'une des questions qui fait l'actualité depuis un certain temps déjà est la situation à Gaza. Pouvez-vous nous parler de la situation actuelle des habitants de Gaza ?**

AM. Je tiens tout d'abord à souligner que la crise humanitaire n'est pas terminée. Plus de six mois après le cessez-le-feu, les conditions humanitaires des Palestiniens à Gaza restent catastrophiques et les promesses du plan de paix en 20 points du président Trump ne sont pas tenues. Malgré la diminution des bombardements israéliens et l'autorisation d'acheminer une partie de l'aide, l'étau qui étrangle les Palestiniens de Gaza ne s'est pas desserré.

Les attaques israéliennes se poursuivent tandis que

la nourriture, l'eau potable, les produits d'hygiène et les fournitures médicales font défaut. Des organisations comme Oxfam et d'autres organisations humanitaires se voient encore largement empêchées d'acheminer du matériel et du personnel humanitaires à Gaza.

Nous continuons néanmoins, autant que possible, à mener un travail vital. Nos collègues continuent de nous faire part de témoignages, ceux de proches et de membres de leur communauté qui se couchent le ventre vide, ceux de personnes contraintes de faire la queue pendant des heures dans l'espoir de remplir un jerrican d'eau potable, la peur constante que des frappes israéliennes ne tuent des êtres chers, ceux de familles avec de jeunes enfants vivant toujours dans des abris de fortune, au milieu des rongeurs et de divers dangers.

Oxfam intervient dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis les années 1950. Nous disposons d'une grande expérience, et notre personnel, nos collègues palestiniens, accomplissent un travail formidable. Nous travaillons avec divers partenaires locaux, des organisations palestiniennes et israéliennes de défense des droits de l'homme, ainsi que des partenaires opérationnels présents dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et dans l'ensemble du territoire occupé. Aujourd'hui, notre propre personnel subit les mêmes traumatismes et la même crise que les personnes que nous essayons d'aider. Alors que l'attention s'est détournée vers le conflit régional, la situation des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie reste tout simplement effroyable.



Distribution d'eau aux personnes en détresse à Gaza.

(photo : Ismael Snonou/Oxfam)

***PI*. Comment Oxfam parvient-elle à agir dans de telles conditions ?**

AM. Nos équipes sur place font preuve d'un véritable héroïsme. Malgré les dangers et les obstacles opérationnels, le personnel d'Oxfam et ses partenaires continuent d'intervenir à Gaza et en Cisjordanie. Depuis octobre 2023, nous avons apporté une aide vitale à plus de 1,1 million de personnes à Gaza : nourriture, eau potable, systèmes d'assainissement et soutien en matière d'hygiène.

Oxfam est un acteur de premier plan dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en assurant la distribution d'eau à l'aide de camions et en réhabilitant les infrastructures hydrauliques. Nous sensibilisons les populations à l'importance de l'hygiène, même s'il est extrêmement difficile de la maintenir dans des tentes et des campements de fortune surpeuplés et souvent inondés. Nous travaillons avec plus de vingt partenaires à Gaza, distribuant de la nourriture et soutenant les agriculteurs qui cherchent à relancer la production agricole. Nous aidons également les femmes et les filles à survivre aux violences sexuelles et psychologiques.

Les autorités israéliennes rejettent nos demandes d'acheminement d'aide vers Gaza ; nous nous approvisionnons donc localement et travaillons avec des partenaires pour obtenir les articles de première nécessité. Cela reste une goutte d'eau dans l'océan des besoins. Mais nous sommes déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour sauver des vies, pour offrir sécurité et dignité aux personnes prises au piège de circonstances impossibles, tout en veillant à la sécurité de notre personnel.

Auteur : McNair Ezzard, correspondant de Share International basé à Denver, (États-Unis).
Thématiques : politique
Rubrique : Entretien